

INSTANTANE 2012

UN ETAT DE LA RELATION DU
POLITIQUE AU NUMERIQUE



Sous la direction de Patricia Ovadia
CEIS Affaires publiques & communication

Novembre 2011

Collection *POLITISLAB'*

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
1 – LE WEB, LA DEMOCRATIE ET LE CITOYEN.....	8
L'avènement du web 2.0 : quels changements pour le monde politique ?	10
Politique, socialité, postmodernité.	10
Internet, marqueur des mutations des imaginaires politiques....	10
Stéphane Hugon.....	10
Le numérique : une question de société	13
Laure de la Raudière	13
La transformation numérique n'est pas une parenthèse	16
Entretien avec Christian Paul	16
Le militantisme politique 2.0.....	22
Marine Tondelier.....	22
La neutralité du net: quels enjeux aujourd'hui	28
L'accès à l'information : un droit	28
« Génération Hadopi et citoyen 2.0 »	31
Jérémy Zimmermann	31
La relation Etat – Internet	37
La citoyenneté européenne et le web	37
Bruno Cautrès	37

Chinese Internet Sovereignty	44
Min Jiang	44
Le web en Russie, un outil politique	54
Julien Nocetti	54
L'Inde et la Révolution Numérique	59
Tara Varma.....	59
Le web 2.0 comme outil citoyen : la place des collectivités locales dans cette réflexion	63
Un hybridation du virtuel et du réel.....	63
Nicolas Nova.....	63
Les collectivités locales, champ d'expérimentation majeur	71
Philippe Guglielmi	71
La toile au service de l'intérêt général	75
Alain Lambert	75
André Santini.....	78
Les médias sociaux sont-ils démocratiques ?	82
Les outils numériques, des possibilités nouvelles.....	82
Entretien avec Michel Wieviorka	82

2- LA REVOLUTION NUMERIQUE, QUELS IMPACTS SUR LE POLITIQUE ?	88
Les révolutions arabes: le réel pouvoir politique du social media ...	90
Déroulement d'une révolution connectée.....	90
Sami Ben Hassine	90
Les révolutions arabes ne sont pas que de simples « cyber-révoltes ».....	95
Mohammed El Oifi	95
Le rôle des nouveaux médias dans le printemps arabe : aborder le problème autrement.....	100
Fabrice Epelboin.....	100
« <i>We open governments</i> »: Wikileaks, quelles conséquences pour l'exercice de la diplomatie et de la politique ?	105
La tyrannie de la transparence en ligne et des fuites d'information ?.....	105
Michel Puech.....	105
Wikileaks et après ?	109
Préfet Rémy Pautrat.....	109
L'hactivisme politique	116
Militants connectés et révolutions en ligne : Comprendre l'hactivisme politique	116
Claire Duriez	116
Hactivisme: vers une institutionnalisation de la cyber-ingérence ?.....	121
Stanislas de Livonnière	121

Quels outils pour mobiliser les citoyens ? Focus sur le journalisme politique en ligne	127
L'émergence des médias sociaux dans le journalisme : l'égalité face au réseau	127
Jean-Philippe Balasse	127
L'activisme en ligne : la chose au monde la mieux partagée	131
Francis Kpatindé	131
Entourages : retour d'expérience.....	135
Grégoire Pinson	135
CONCLUSION.....	138

L'ensemble des points de vue exprimés n'engagent que leurs auteurs et ne sauraient représenter les opinions de CEIS et de ses collaborateurs.

Copyright CEIS

« *WE OPEN GOVERNMENTS* »: WIKILEAKS, QUELLES CONSEQUENCES POUR L'EXERCICE DE LA DIPLOMATIE ET DE LA POLITIQUE ?

LA TYRANNIE DE LA TRANSPARENCE EN LIGNE ET DES FUITES D'INFORMATION ?

MICHEL PUECH

Dans un premier temps, notre civilisation est devenue informationnelle (l'accès à l'information et sa gestion deviennent le centre de toutes les activités), puis elle a numérisé cette information, ce qui signifie qu'elle a donné à tous ses contenus une forme unique, stockable et échangeable en grandes quantités et à grande vitesse.

Il n'est pas étonnant que ce phénomène soit le lieu des tensions peut-être les plus fortes de notre époque, notamment dans la phase actuelle qui est encore celle d'une crise de culture, entre la culture informatique traditionnelle (grands systèmes et programmeurs) et sa concurrente, une micro- puis une wiki-culture qui a le culte de « l'open ».

Une petite philosophie des « fuites » permet de réfléchir à la posture stratégique la plus avisée pour faire face à cette situation, en s'inspirant des réflexions actuelles sur les modifications de nos systèmes de valeur par la technologie (en philosophie de la technologie et éthique appliquée, le domaine dans lequel je travaille).

LE SECRET A-T-IL PERDU TOUTE VALEUR ?

La réponse est « oui », au niveau des faits en tout cas, ou de leur perception commune, ce qui revient au même, déplorablement. Wikileaks apparaît comme un agent vertueux, les fuites de sujets du bac comme d'innocentes farces, l'espionnage économique, politique ou « people » comme la règle du jeu implicite.

Mais d'où venait la valeur traditionnellement attribuée au secret ? Disons-le brutalement : la valeur du secret reposait sur des *logiques de pouvoir, de clivage et de domination* : la séparation entre ceux qui savent et en tirent du pouvoir et du prestige, ceux qui sont dans « les arcanes » (qui signifie les secrets) du pouvoir, et ceux qui ne savent pas et n'en ont pas le droit. Ces valeurs sont directement contraires au *système de valeurs émergentes de la transparence*, qui renvoie sans ambiguïté à l'idée de partage et d'égalité d'accès.

Une recommandation philosophique qui me paraît essentielle est la suivante : il faut prendre acte de l'inévitabilité de la transparence et ne pas se tromper de combat. La tentation de *dévaloriser la transparence pour revaloriser un secret « à l'ancienne »* est une mauvaise idée, vouée à l'échec, parce qu'on ne peut jamais arrêter les évolutions de ce type, on peut juste en utiliser les potentiels. Comment le faire ? En cherchant à « *transparentiser* » le secret, par une meilleure compréhension de sa nature et de sa fonction : il n'est qu'un moyen – il faut maintenant expliciter systématiquement pour quelles fins. La valeur du secret ne peut être que *dérivative* (et non intrinsèque).

QUATRE STRATEGIES

Pour développer cette idée (utiliser les potentiels des nouvelles valeurs au lieu d'y résister), au moins quatre lignes d'approche me semblent prometteuses :

1) Minimiser le secret. Comme la garde à vue, il doit rester l'exception, même s'il est tellement facile et tentant d'en faire la règle. Dans la technoéthique contemporaine, la protection ou la propriété privée de l'information n'est pas une valeur en soi ; elle ne peut être qu'un moyen pour une fin justifiée de manière indépendante – alors que les responsables des systèmes d'information ont à l'origine la culture inverse : l'information est un bien, une possession, elle est par nature privée, on peut la « donner », la « vendre »... ou la voler.

2) Assumer la dissémination. Des petits secrets éparpillés plutôt que des zones denses de secret : disséminer les secrets, c'est disséminer le risque de fuite et la dimension des fuites, évidemment, on peut donc imaginer de normaliser l'utilisation d'une information disséminée (et non centralisée) -- exploiter l'information où elle est, sans la « rassembler », ne pas créer des cuves, ne pas stocker. C'est ce que nous faisons de plus en plus avec les images et les articles, déjà, sur nos disques durs. On peut l'énoncer comme une loi : « S'il y a une fuite c'est qu'il y a une cuve ». Dans un réseau où l'information est disséminée, la notion de « fuite » n'a pas beaucoup de sens.

3) Gérer les liens faibles. La sociologie actuelle de la communication et du lien social utilise beaucoup un modèle dû à Mark Granovetter, le remplacement des *liens forts* (patrie, famille, religion, entreprise...) par des liens faibles (se connaître un peu, avoir quelques goûts communs ou pratiques communes, appartenir à la même communauté virtuelle...).

Ici aussi, ne pas se tromper de combat en essayant de créer des liens forts, comprendre que les stratégies moralisatrices ne fonctionnent plus, et miser sur la dissémination en réseau de liens faibles, qui favorise le collaboratif (une vraie nouvelle ressource).

4) *Passer de la logique du contrôle a priori à une logique de régulation en temps réel (ou a posteriori)*. Un coup de maître : renverser la transparence en moyen de protection de l'information. Tout est accessible... mais tout accès est traçable (transparent) et tout accédant est identifiable et responsable. Au lieu de dire a priori « vous ne pouvez pas accéder à cette information » on fait savoir qu'on pourra demander « pourquoi avez-vous accédé à (ou diffusé) cette information ? ». Que tout accès soit traçable est une approche différente de celle dans laquelle tout accès non-autorisé soit impossible.

BILAN

On va plus loin que prévu, finalement, et s'il y a des tyrannies à réexaminer ce n'est peut-être pas celle de la transparence. La révolution des systèmes de valeur ou révolution technoéthique nous demanderait de passer du pouvoir central et centralisateur, qui demande obéissance et loyauté, à une gouvernance qui délègue, et demande du collaboratif disséminé. Nos organisations pourraient fonctionner encore, et mieux, en désamorçant systématiquement les enjeux de pouvoir, mais *gérer autrement que par le pouvoir*, c'est modifier toute notre psychologie et notre civilisation.

Michel Puech enseigne la philosophie à l'Université Paris-Sorbonne, il intervient en entreprise et dans les formations d'ingénieur et de manager. Son domaine de réflexion est le nouveau système de valeurs qui nous relie aux technologies, à l'environnement, et entre nous. Il a publié notamment *Homo Sapiens Technologicus. Philosophie de la technologie contemporaine, philosophie de la sagesse contemporaine* (Le Pommier). <http://michel.puech.free.fr>